



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

FEDERATION REGIONALE DE BRETAGNE DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

35-37 Boulevard de la Tour d'Auvergne
35000 RENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

FEDERATION REGIONALE DE BRETAGNE DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

35-37 Boulevard de la Tour d'Auvergne
35000 RENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Fédération Régionale de Bretagne du Mouvement Français pour le Planning Familial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Fédération Régionale de Bretagne du Mouvement Français pour le Planning Familial à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le contrôle de la séparation des exercices, ainsi que des tests spécifiques menés sur les produits de l'Association permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie significatives sur la

retranscription comptable des ressources des activités. L'absence de produits constatés d'avance présents à la clôture est justifiée.

- Les aides financières octroyées sur l'année concordent avec les conventions et financements, ainsi que les actions menées et justifiées sur les territoires au titre de l'exercice clos en 2024.
- Les flux financiers rattachés à la gestion de personnel salarié ont été contrôlés et sont concordants avec les états sociaux qui nous ont été communiqués.
- Des indemnités rattachées à l'exercice d'un mandat CESER ont été perçues par l'association. Les flux financiers et les reversements qui y sont rattachés ont été contrôlés.
- Nous avons procédé à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des administrateurs relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association Fédération Régionale de Bretagne du Mouvement Français pour le Planning Familial à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES,

Le Commissaire aux comptes
SAS CAFEX, représentée par

Julien BASLÉ

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements et Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences,marques				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels, outill.				
Autres				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total ACTIF IMMOBILISE				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	1 227		1 227	1 066
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	3 565		3 565	43 311
Valeurs mobilières de placement				
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	43 332		43 332	13 760
Charges constatées d'avance	6		6	1 066
Total ACTIF CIRCULANT	48 131		48 131	59 203
COMPTES DE REGULARISATION				
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart conversion & diff. d'éval. -Actif				
Total COMPTES DE REGULARISATION				

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements et Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
TOTAL ACTIF	48 131		48 131	59 203

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	15 178	19 458
Résultat		
Résultat exercice (excédent ou déficit)	20 630	-4 279
Situation nette (sous-total)	35 808	15 178
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total FONDS PROPRES	35 808	15 178
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs & donations		
Fonds dédiés		440
Total FONDS REPORTES ET DEDIES		440
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	470	
Total PROVISIONS	470	
DETTES		
Emprunts obligataires & assi		
Emprunts & dettes auprès etbts crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 923	2 519
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 678	
Dettes sur immo.& cptes rattach		
Autres dettes	4 252	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		41 066
Total DETTES	11 852	43 584
Ecarts conversion & diff. d'eval.-Passif		

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Total PASSIF	48 131	59 203

COMPTE DE RESULTAT

	De janvier 2024 à décembre 2024	% C.A.	De janvier 2023 à décembre 2023	% C.A.	Variation	
					En Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations						
Cotisations	2 224	0,80	6 381	4,12	-4 157	-65,15
Ventes de biens et services :						
- Ventes de biens						
dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	14 381	5,19	1 332	0,86	13 049	979,69
dont parrainages						
Produits de tiers financeurs :						
- Concours publics & subv. d'exploit.	259 882	93,72	147 175	95,02	112 707	76,58
- Versements des fondateurs ou consommation de dot. consommable						
- Ressources liées à la générosité du public :						
Dons manuels	377	0,14			377	
Mécénats						
Legs, donations et assurance-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciat., provisions et transferts de charges						
Utilisations des fonds dédiés	440	0,16			440	
Autres produits	1	0,00	0	0,00	1	1 000,00
Total	277 305	100,00	154 888	100,00	122 417	79,04
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	23 844	8,60	20 553	13,27	3 291	16,01
Aides financières	203 675	73,45	138 210	89,23	65 465	47,37
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements	23 230	8,38			23 230	
Charges sociales	5 480	1,98			5 480	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
Dotations aux provisions.	470	0,17			470	
Reports en fonds dédiés			440	0,28	-440	-100,00
Autres charges	14	0,00			14	
Total	256 713	92,57	159 203	102,79	97 510	61,25

COMPTE DE RESULTAT

	De janvier 2024 à décembre 2024	% C.A.	De janvier 2023 à décembre 2023	% C.A.	Variation	
					En Euros	%
Résultat d'exploitation	20 592	7,43	-4 315	-2,79	24 907	577,19
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	38	0,01	36	0,02	2	5,58
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cession de V.M.P.						
Total	38	0,01	36	0,02	2	5,58
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilés						
Différence négatives de change						
Charges nettes sur cession de V.M.P.						
Total						
Résultat financier	38	0,01	36	0,02	2	5,58
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	20 630	7,44	-4 279	-2,76	24 909	582,07
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opération de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total						
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opération de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total						
RESULTAT EXCEPTIONNEL						
Participation des salariés aux résultats						

COMPTE DE RESULTAT

	De janvier 2024 à décembre 2024	% C.A.	De janvier 2023 à décembre 2023	% C.A.	Variation	
					En Euros	%
Impôts sur les bénéfices						
Total des produits	277 343	100,01	154 924	100,02	122 419	79,02
Total des charges	256 713	92,57	159 203	102,79	97 510	61,25
EXCEDENT OU DEFICIT	20 630	7,44	-4 279	-2,76	24 909	582,07
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestation en nature	-1 320	-0,48			-1 320	
Bénévolat	-19 293	-6,96	-19 854	-12,82	561	2,83
Total	-20 613	-7,43	-19 854	-12,82	-759	-3,82
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite des biens	1 320	0,48			1 320	
Prestation en nature						
Personnel bénévole	19 293	6,96	19 854	12,82	-561	-2,83
Total	20 613	7,43	19 854	12,82	759	3,82



**FEDERATION REGIONALE DE BRETAGNE DU
MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL**

<i>COMPTES ANNUELS 2024</i>

ANNEXE

EXERCICE DU 01/01/24 AU 31/12/2024

Présentation

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat, (art.9, al.1 du Code de commerce).

Elle fait partie intégrante des comptes annuels au 31 décembre 2024 pour former, avec le bilan et le compte de résultat, un ensemble indissociable.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 présente un total de **48 131 Euros**.

Le compte de résultat présenté sous forme de liste dégage à la clôture de l'exercice des produits d'exploitation pour un montant de 277 305 Euros et un bénéfice de **20 630 Euros**.

L'exercice clos a eu une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration.

Tous les chiffres cités dans l'annexe sont exprimés en Euros.

La présente annexe est composée des cinq parties suivantes :

1. **Données qualitatives (objet, faits caractéristiques de l'exercice, événements postérieurs à la clôture, réalité de la vie associative).**
2. **Principes, règles et méthodes comptables (changement de méthode, conventions réglementées).**
3. **Notes sur le bilan**
4. **Notes sur le compte de résultat**
5. **Engagements financiers et autres informations**

1-DONNEES QUALITATIVES

11. Objet de l'association

L'Association Fédération régionale de Bretagne du Mouvement Français pour le Planning Familial dite « La Fédération régionale du Planning Familial de Bretagne » a été déclarée le 29 octobre 1973 conformément à la loi du 01/07/1901. Elle est membre de la Confédération nationale du Mouvement Français pour le Planning familial fondée en 1956.

Le siège de la fédération régionale de Bretagne est situé au 35 boulevard de la Tour d'Auvergne à Rennes (35000).

Le Planning Familial est un mouvement féministe et d'éducation populaire. Il lutte pour construire une société d'égalité entre les personnes et, compte tenu des inégalités existantes, pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination liée au genre, en toute indépendance politique.

Le Planning Familial inscrit ses objectifs dans le combat contre les inégalités sociales et les oppressions et agit pour le changement des mentalités et des comportements.

Il entend développer les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'accès aux droits soit garanti à toutes et à tous.

Les droits sexuels sont des droits humains fondamentaux.

Le Planning Familial lutte pour créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences, de la responsabilité et de la liberté des personnes.

Le Planning Familial s'engage pour que chacun-e puisse vivre sa sexualité librement, quelle que soit son orientation sexuelle.

Il se bat pour la reconnaissance des droits sexuels pour toutes et tous et pour le droit de chacun-e à l'information, l'accès à la contraception et à l'avortement, ainsi que pour le droit des femmes à disposer de leur corps.

Le Planning Familial agit en prévention et lutte contre les stéréotypes, discriminations et violences liées au genre. Il combat le sexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie la biphobie.

Il s'engage à promouvoir une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge et à favoriser des relations égalitaires entre les personnes.

12. Faits caractéristiques de l'exercice

- Une salariée a été embauchée en mars 2024 à temps partiel
- Modification du siège social en avril 2024 (35 boulevard de la Tour d'Auvergne à RENNES 35000)
- Renouvellement du CPOM de l'ARS à compter de 2024 pour 5 ans.
- Reversement des indemnités de CESER à la personne référente soit 6 mois sur 12

13.Évènements postérieurs à la clôture

- Embauche d'une 2^{ème} salariée à temps partiel

14- Réalité de la vie associative

De par son activité réelle, l'Association a pu remplir pleinement son rôle associatif au cours de l'année 2024.

Les organes de direction, d'administration et d'approbation se sont réunis aux dates suivantes:

Assemblée générale pour l'arrêté des comptes 2023 : **29 Juin 2024.**

Dates	Réunions des mandataires en 2024
	03 Février 22 Avril 07 Septembre 24 Décembre

Membres du bureau	Du 01/01/24 au 28/06/24	Du 29/06/24 au 31/12/24
Co-président-e-s :	Françoise GOAPPER Thomas CADET Corinne HASPOT Lucie DESAULES	Françoise GOAPPER Corinne HASPOT Thomas CADET Miek GILLES
Trésorier-e :	Corinne HASPOT	Corinne HASPOT
Autres membres du conseil d'administration :	Miek GILLES Anne SCOLARI Ann CHAUVEAU Justine KERSALE Bérengère LEBoulleux	Justine KERSALE Camille SADE

21-APPLICATION DES PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

211 : Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

212 : Changement de méthode

Pas de changement de méthode constaté en 2024

213 : Conventions réglementées

- Remboursements de frais aux membres du Conseil d'Administration :

L'association rembourse sur justificatifs, les frais de déplacements et achats des membres du Conseil d'administration pour des actions et dépenses réalisées dans le cadre des activités de l'association.

Les indemnités kilométriques sont remboursées en fonction du cheval fiscal du véhicule et des kilomètres effectués.

Frais pris en charge au titre de l'exercice 2024 : 1 669 €

Personnes concernées : l'ensemble des administrateurs

- Remboursement et frais par la Confédération Nationale du Planning Familial :

La Confédération Nationale du Planning Familial a pris en charge les dépenses engagées dans le cadre des frais de repas et de transport relatifs aux réunions de Conseil d'Administration confédéral et aux autres instances nationales.

Remboursements perçus sur 2024 en tant que prise en charge des frais : 787 €

Personnes concernées : Miek GILLES-Corinne HASPOT

La Confédération Nationale du Planning Familial facture les carnets d'adhésions à la Fédération régionale de Bretagne et la Fédération Régionale de Bretagne refacture les carnets d'adhésion aux Associations Départementales.

- Payés à la Confédération Nationale du Planning Familial (carnets d'adhésion) :
1 715 €

- Refacturés par la Fédération aux associations départementales (carnets d'adhésion) : 2 224 €

La Fédération Bretagne a payé des frais à des Associations départementales en contrepartie de services liés à l'organisation de formations :

- à l'AD 56 (mise à disposition de personnel 01 et 02/2024) : 612 €
- à l'AD 29 (remboursement de formation) : 2 200 €

214-Enregistrement des opérations de l'exercice :

2141-Les opérations de l'Association ont été enregistrées selon le critère des créances acquises et des dettes contractées au cours de l'exercice et non selon le système des dépenses réglées et des recettes encaissées, malgré le caractère non commercial de l'activité de l'Association. Cette procédure est conforme aux obligations légales d'une association qui reçoit annuellement plus de 153 000 Euros de subventions diverses et essentiellement du Conseil Général (Article 81 de la loi 93-122 du 29 janvier 1993 et article 1 du décret du 27 mars 1993).

2142-Les opérations de trésorerie de l'Association ont été enregistrées selon les extraits bancaires, avec l'élaboration des états de rapprochements correspondants à la date de clôture du 31 décembre 2024.

L'association possède un compte courant et un compte sur livret au Crédit Mutuel de Bretagne.

215-Non assujettissement aux impôts commerciaux :

Un rescrit fiscal a été demandé à l'administration en 2024 pour confirmation de l'exonération de tous les impôts commerciaux.

Au 31/12/2024, l'association dispose d'une salariée et n'est pas propriétaire ni locataire d'un local. L'Association Planning Familial d'Ille et Vilaine met à disposition de la Fédération Bretagne du Planning Familial une boîte postale au sein de son siège social situé 35 boulevard De La Tour d'Auvergne à Rennes. Une convention de mise à disposition a été mise en place en 2024 et valorisée au titre des contributions volontaires.

216-Provisions :

2161-Provision pour retraite

Le montant du passif social au 31/12/2024 est de 470 €

Le calcul est conforme au droit du travail soit 25% d'un mois de salaire par année de présence dans l'association limitée à trois mois de salaire.

22-MODE DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

221 - Fonds dédiés

Les subventions affectées mais non complètement utilisées à la clôture d'un exercice doivent apparaître au passif du bilan en "fonds dédiés".

Au compte de résultat l'engagement de les utiliser sur l'exercice suivant apparaît en charge d'exploitation en "reports en fonds dédiés".

Au 31/12/24, aucun fond dédié n'a été comptabilisé.

3-ANNEXE-EVOLUTION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

RUBRIQUE	Solde au début de l'exercice A	Augmentations de l'exercice B	Diminutions de l'exercice C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise -Patrimoine intégré -Fonds statutaires -Subventions d'investissement non renouvelables -Apports sans droit de reprise -Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisé -Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise.				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	19 458		-4 279	15 179
Résultat de l'exercice	- 4 279	24 909		20 630
Fonds associatifs avec droit de reprise -apports -legs et donations -subventions d'investissement sur biens renouvelables Résultats sous contrôle des tiers financeurs Écarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise Subventions d'investissement sur biensnon renouvelables Provisions réglementées Droit des propriétaires(commodat)				
TOTAL DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS	15 179	24 909	- 4279	35 809

4-NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

4.1-Etat des échéances des créances (en Euros)

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0
Actif circulant			0
Créances usagers et comptes rattachés	1 227	1 227	0
Autres créances	3 565	3 565	0
Charges constatées d'avance	6	6	0
Total général	4 798	4 798	0

4.2-Etat des échéances des dettes (en Euros)

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus			
Fournisseurs et comptes rattachés	2 923	2 923	
Dettes fiscales et sociales	4 678	4 678	
Autres dettes	4 252	4 252	
Produits constatés d'avance			
Total général	11 853	11 853	

4.3-Méthodes d'évaluation

Aucune modification dans les méthodes d'évaluation n'est intervenue par rapport à l'exercice précédent.

4.4-Créances

441-Créances usagers et comptes rattachés

Il s'agit du solde du compte de la Confédération nationale du Planning Familial (notes de frais et une facture de formation) pour 1 227 €.

442-Autres créances

Il s'agit de subventions et produits à recevoir :

- Le solde de la subvention du FDVA1 soit 50% pour 2 290 € à recevoir en 2025,
- L'indemnité CESER de Justine KERSALE en tant que représentante de la fédération Bretagne du Planning Familial au collège « organismes et associations participant à la vie collective de la Région » pour décembre 2024 soit 1 275 € reçue en janvier 2025

4.5-Disponibilités

L'association dispose d'un compte courant au Crédit Mutuel de Bretagne soit 42 029 € au 31/12/24 et un compte sur livret dans la même banque pour 1 303 €.
Le total des disponibilités au 31/12/24 s'élève à 43 332 €.

4.6-Les charges constatées d'avance

Facture du fournisseur OVH pour 6 € correspondant à l'abonnement au Cloud pour la période du 01/01 au 02/04/25.

4.7-Les dettes Diverses

471-Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Pour l'essentiel, il s'agit de factures dont l'échéance de paiement n'est pas échue au 31 décembre 2024.

- Factures de la Confédération du Planning Familial de juillet à décembre 2024 pour la refacturation du N°VERT pour 1 201 €
- Facture de mise à disposition du café de la Pente pour 500 €
- Note de frais d'une bénévole relative aux frais de réception de la conférence gesticulée pour 63 €

En factures non parvenues :

- Le solde estimé des honoraires du Commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 pour 1 128 €
- Une facture de Bouygues pour l'abonnement du téléphone mobile de la salariée pour décembre 2024 pour 31 €

472-Dettes fiscales et sociales

Une salariée embauchée en mars 2024 pour 0,70 ETP

Les dettes fiscales et sociales pour un montant de 4 678 € correspondent à la provision pour congés payés et charges de personnel (URSSAF, Retraite et MGEN) restant dues au 31/12/2024.

473-Autres dettes

Il s'agit des indemnités reversées à une mandatée CESER pour la période de septembre à décembre 2024 pour un montant de 4 252 €. Le versement a eu lieu en février 2025.

474-Produits constatés d'avance

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé en 2024

5-NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1-Les charges

511-Les autres achats et charges externes

Fournitures d'entretien :	59
Fournitures de bureau :	41
Location de salle:	1 925
Frais de formation :	5 610
Personnel extérieur, mise à dispo :	2 212
Honoraires :	2 256
Frais de déplacements, mission, réception	7 908
Téléphone, internet :	1 676
Cotisations :	1 904
Autres frais divers :	253
TOTAL FRAIS GENERAUX	23 844 €

512-Aides financières

Une partie des subventions reçues par la Fédération Bretagne est reversée aux associations départementales soit 203 675 € correspondant à:

* CPOM de l'ARS :

Depuis 2021, le CPOM de l'ARS est régional d'où le versement de la subvention de 201 302 € sur le compte bancaire de la Fédération régionale de Bretagne pour des actions réalisées au sein des associations départementales de Bretagne. La Fédération a donc reversée aux Associations départementales une partie de la subvention perçue de la façon suivante :

-AD 56 : 51 817 €
-AD 35 : 77 086 €
-AD 29 : 18 250 €

-AD 22 : 40 522 €

Soit 187 675 € reversé aux Associations départementales

* REGION BRETAGNE :

La subvention de la Région Bretagne reçue le 31/01/2024 pour 40 000 € a été reversée aussi en partie aux associations départementales soit 4 000 € chacune (16 000 € en tout). Le reste étant conservé au niveau de la Fédération pour son fonctionnement.

513-Charges fiscales et sociales

Salaires et traitements : 23 230 €

Charges sociales : 5 480 €

TOTAL : 28 710 €

514-Dotations aux amortissements et provisions

Provision pour retraite 470 €

515-Les fonds dédiés

Les subventions affectées mais non complètement utilisées à la clôture d'un exercice doivent apparaître au passif du bilan en "fonds dédiés".

Au compte de résultat l'engagement de les utiliser sur l'exercice suivant apparaît en charge d'exploitation en "reports en fonds dédiés".

Au 31/12/24, aucun report de fonds dédiés pour utilisation ultérieure n'a été comptabilisé.

516-Autres charges

Un montant de 14€ a été comptabilisé en charges de gestion courante correspondant aux écarts d'arrondis de charges de personnel déclarées à l'URSSAF.

5.2-Les produits

521-Les dons manuels et cotisations (adhésions)

Les cotisations représentent 2 224 €, il s'agit de la refacturation des carnets d'adhésion aux associations départementales. La Fédération Bretagne ne perçoit pas d'adhésion de particulier.

522-Les prestations de services

Elles s'élèvent à **14 381 €** dont :

- 3 190 € de remboursement de frais par la Confédération Nationale
- 540 € d'animations facturées
- 22 € de frais de port de carnets d'adhésion refacturés aux AD pour envoi
- 10 629 € d'indemnités perçues du CESER

523-Les concours publics et les subventions

	2024
CONCOURS PUBLICS	201 302
ETAT	
ARS-CPOM	201 302
SUBVENTIONS	58 580
DRDFE	10 000
POSTE COORDINATION	10 000
REGION BRETAGNE	48 580
FDVA 1-FORMATION DES BENEVOLES	4 580
FDVA 2-Structuration de la Fédération Bretagne du PF	4 000
REGION BRETAGNE-EXT PCA 2023	40 000
TOTAL CONCOURS PUBLICS+SUBVENTIONS	259 882

524-Dons

Un montant de 377 € a été comptabilisé relatif à des dons reçus d'une fondation internationale américaine.

525-Les fonds dédiés

Au 31/12/2023 un montant de 440 € a été comptabilisé pour une partie de la subvention FDVA1 réalisée en 01/2024 mais octroyée pour 2023.

Une reprise de fonds dédiés a été comptabilisée en 2024 pour ce même montant

526 - Les produits financiers

Il s'agit des intérêts sur livret détenu au CMB pour 38 €.

527-Valorisation des contributions volontaires

5271-Bénévolat

Une valorisation estimative minimale du bénévolat a été effectuée en fonction des heures communiquées par les personnes bénévoles, membre du bureau et du Conseil d'administration.

La somme de ces heures est valorisée au SMIC horaire multiplié par 1,40.

Heures de bureau et de CA et bénévolat autre: 1 160 heures

Le SMIC horaire était de 11,88 Euros du 01/01 au 31/12/24

Détail du calcul :

$$(1160 \text{ H} \times 11,88 \text{ €} \times 1,40)$$

Les heures de bénévolat sont donc valorisées à 19 293 €.

5272-Mise à disposition

La mise à disposition par le Planning familial 35 de salles et de bureaux pour l'année 2024 au profit de la Fédération Bretagne a été valorisée de la façon suivante :

7 mises à disposition de salles au cours de l'année 2024 pour des assemblées fédérales et une assemblée générale valorisées à 120 € la journée soit 840 € pour 2024 et la mise à disposition d'un bureau pour la salariée valorisée à 40 € la journée soit 480 € pour 12 mois.

Soit un total de 1 320 € pour la mise à disposition gratuite de biens.

6- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS
--

61-Les engagements financiers et sûretés réelles consentis

Néant

62-La rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Néant